

Les communistes face à la situation : actualité du communisme politique

« Où en sont les communistes ? ». Tel est mon parti-pris pour ouvrir le débat. Un autre était possible: « Que doivent faire les communistes dans la situation actuelle? ».



Non, les « il faut que », « il suffit que », ce n'est pas la bonne entrée. Certes, c'est celle choisie par la direction nationale du PCF. C'est une erreur. Il n'y a pas à craindre de laisser les communistes faire leur propre cheminement, à partir de la réalité après les résultats des législatives et du choc subi.

Je commencerai donc par une métaphore. Celle de la « boutique communiste », en racontant comme une histoire ce que pensent les communistes. Avec tout ce qu'ils sont. Des personnes, oui. Cela à partir de ce que j'ai entendu dans les discussions, débats, rencontres, ou lu dans des textes, et plus encore sur les réseaux sociaux notamment.

Avant de dire dans quelle situation, ils se trouvent, il me semble nécessaire de rappeler deux questions sous-jacentes: qu'est-ce que le PCF (aujourd'hui et hier) ? Qu'est-ce qu'être communiste aujourd'hui ? Pourquoi est-ce toujours d'actualité ? Ces questions – et leurs réponses – renvoient à

la validité, ou non, des raisons de leur engagement, aux raisons qui les ont conduits à adhérer.

Donc, le PCF, c'est comme une boutique. D'abord une vitrine. Sur la vitrine, ces derniers temps, la photo du groupe à l'Assemblée nationale (ouf ! Il y a un groupe) et celle du groupe au Sénat (re-ouf) et bien entendu, celle du Secrétaire national.

Ce qui fait dire : « *Ne sommes-nous donc devenus qu'un parti d'élus ? Seuls ceux-ci semblent compter* ». Cette remarque sur le rôle prédominant des élus dans l'image et les preuves de l'existence du PCF ne doit pas faire oublier qu'on en a perdu beaucoup ces dernières années. Ce qui pose la question de l'influence réelle du parti. Tous savent que le groupe à l'Assemblée nationale à deux exceptions près, est composé de parlementaires du nord de la France, qu'il a été obtenu par l'apport d'élus ultra-marins, et que nombre d'entre eux ont été élus parce la FI ne s'y est pas opposé, et que pour deux d'entre eux, ils étaient face au FN (ce qui nous renvoie aux résultats de Marine Le Pen). Quant à la participation, elle n'est pas glorieuse. L'abstention oscille entre 50 % (André Chassaigne) et plus de 70 % pour Marie-George Buffet et Stéphane Peu. Le soulagement – « *on l'a échappé belle !* » -, est légitime. Il ne peut masquer l'échec. Pour ce qui concerne le Sénat, il faut rappeler les bonnes circonstances qui permettent le groupe (avec tout de même une perte de 6 élus) : soit la division du PS, soit une droite divisée comme dans le 92, soit l'union comme dans le 94 ou en Isère. Pas de cris de victoire donc, et inquiétudes pour l'avenir.

Au regard de cette réalité la mise en avant des élus trop exclusive fait poser la question « *Ne sommes nous devenus qu'une machine électorale ?* », « *On nous appelle quand on a besoin de nous, puis, après plus de sollicitations* ».

L'échec non analysé est, du coup, intériorisé comme un échec personnel, ce qui produit de la souffrance. Et, dans le même

temps, renforce la demande d'analyse de la stratégie. En effet, nombre de communistes, même en désaccord dans le vote interne, ont mené les deux campagnes. Ils ont une fois de plus « *fait ce qu'il était demandé et décidé* ». Ils ne se voient pas responsables et donc demandent des comptes. Pas pour « *couper des têtes* », mais pour comprendre et faire autrement. Si cet appel, qui est celui de la demande d'un congrès extraordinaire n'est pas entendu, il y aura plus que des frustrations, il y aura une nouvelle vague de départs, de mises en retrait.

Ainsi la conjugaison des deux phénomènes – les résultats promis ne sont pas au rendez-vous et le sentiment que l'appel à analyser « le pourquoi » n'est pas entendu à ce jour – produit ce type de remarque : « *on est venu dans une boutique ouverte et depuis les résultats on dirait qu'on a perdu la clé, mis les scellés* » (parole de nouvel adhérent).

Les communistes vivent donc un double échec qui conduit à la question de leur utilité. Comme parti dans la société, et utile au parti pour ouvrir le chantier de la réussite « *car on en a besoin* ».

Un questionnaire, tel qu'il est proposé, ne répond à cette forte attente. Ils veulent être écoutés dans leur déception, dans leur besoin de comprendre, dans leur désir d'être toujours fiers d'être communiste, en cette période où « *on est rentré dans le dur* » puisque le capitalisme, le libéralisme ont gagné et que la gauche est en morceaux.

Et puis, à l'intérieur de la boutique, il y a l'histoire. La grande, avec des livres sur les étagères. Cette Histoire, que nombre d'entre eux ne connaissent pas, ils souhaitent se l'approprier, avec chez les plus jeunes, ce sentiment d'un manque (besoin de formation, besoin de savoir, auprès des plus anciens), pour comprendre « *pourquoi on en est arrivé là ?* ». Parce que la grande histoire accouche, au bout, de la situation d'aujourd'hui. Il est d'autant plus important de

faire connaître cette histoire qu'elle est mythifiée, ou honnie, c'est selon. Georges Marchais, le dirigeant populaire qui ressemblait au peuple, qui leur ressemblait, Robert Hue, le « traître », ce qui fait que personne ne s'interroge sur ce qu'était la mutation dans ses objectifs, ses propositions comme dans ces actes, les raisons de son échec. (Cela dit, Bernard Vasseur a fait un tabac, sur ce sujet de la mutation à l'université d'été du PCF, devant des participants qui découvraient ce qu'avait été cette réflexion théorique et politique). Quant à MGB, son accointance avec Jean-Luc Mélenchon commence à la disqualifier, alors qu'elle est logique avec la stratégie, qu'elle a mise en œuvre depuis les collectifs anti-libéraux, et Pierre Laurent est jugé mou, (à tort, car il est très déterminé)... Dur, dur. De là, vient aussi sans doute, la demande de leader et explique en partie pour certains, pourquoi JLM les a séduits. En même temps, le désamour des communistes envers leurs dirigeants, le doute, n'aident pas à créer une dynamique de réflexions collectives et d'initiatives, de luttes.

Les communistes ne sont pas sots. Ils veulent aller bien au-delà du simple constat de l'absence d'un candidat communiste à la présidentielle. (Certains d'ailleurs pensent que, vu la catastrophe que cela aurait été, ce n'est pas plus mal d'en avoir été absent). Par contre, ils n'ont pas digéré l'accouchement au forceps pour décider le ralliement à Jean-Luc Mélenchon, au mois de novembre.

Le « *Pourquoi on en est arrivé là ?* » est un puzzle complexe. C'est pour cela que la question de l'échec est essentielle. Elle conduit à la recherche de ses raisons politiques, à l'exigence et la volonté de prendre en compte la société telle qu'elle est, y compris dans ses régressions (qui s'exprime dans le vote Le Pen), comme dans son désir profond de changement, qui, que ça plaise ou non, s'est porté sur Macron et Mélenchon. Au final, l'intériorisation de l'échec est douloureux, mais ne pas laisser s'exprimer les demandes

d'analyses est handicapant pour la suite. C'est en cela, que le congrès doit être réellement extra-ordinaire. Les attentes des communistes débordent largement les réponses au questionnaire proposé : ils ne veulent pas être enfermés. Parce que c'est de leur utilité, de l'utilité de leur engagement communiste qu'il s'agit.

Être utile personnellement, pour un PCF utile dans la société, dans cette France-Macron, cette Europe où l'extrême-droite progresse, dans ce monde menaçant de Trump. Qu'on me pardonne cette évidence, trop souvent écartée: les communistes sont pleinement dans cette société-là. Ils rencontrent les mêmes problèmes et ont les mêmes inquiétudes, face aux difficultés quotidiennes, que celles et ceux qu'ils côtoient, dans le quartier, dans l'entreprise, dans le village. Pauvreté chez les jeunes, chez les vieux, dans les familles monoparentales, chômage et précarité, discriminations et racisme. Inégalités et injustice sociale ne sont pas des mots pour les autres. Ce sont aussi leurs maux. Il en va de même pour les salariés communistes qui vivent la réalité de l'entreprise, l'uberisation, les syndicalistes qui vivent les méfaits de l'individualisation. Ils savent de quoi ils parlent et ne veulent pas qu'on leur donne la leçon. Par contre, tous sont partants pour l'échange et le partage d'expériences et d'analyses, le travail collectif. Ils en ont un peu assez d'être trop souvent amenés à mettre leur vécu sur le porte-manteau, avant d'entrer en réunion, d'entendre parler des « autres » en ignorant leurs propres difficultés, *donc leurs exigences. Les communistes sont* « comme les gens ». Ils ont simplement fait le choix de s'engager en politique, cela veut dire aussi de se confronter au réel et à sa complexité. Tout n'est pas beau chez les pauvres, tout n'est pas facile avec les salariés.

Les communistes veulent de la Fraternité. C'est une marque de fabrique qui prend des coups, dans les affrontements qui opposent les dirigeants, auxquels le plus souvent, ils ne

comprennent pas grand-chose. D'où une incompréhension sur l'incapacité à travailler ensemble, à se rassembler : « *Et après, on dit qu'on est pour les rassemblements les plus larges, balayons devant notre porte* », ai-je entendu.

Cela montre aussi que les enjeux politiques qui nous opposent, ne sont pas perçus. Quand nous disons que c'est le « *Temps du choix* » pour le PCF, il faut assurément s'expliquer. S'expliquer sur les différentes options, s'expliquer sur l'analyse du présent, des échecs et sur la conception du communisme. C'est un obstacle à surmonter, sinon l'option la plus facile risque de l'emporter. Les communistes veulent garder un parti, un parti communiste et craignent l'inconnu, des bouleversements dont ils ne sont pas maîtres. Quant à la direction, quant aux appels à un « *Front commun* », conçu une nouvelle fois par en haut, ils jouent un jeu dangereux en étouffant le débat.

Les communistes veulent être communistes.

Quand Ils ré-interrogent leurs raisons d'être communistes, ils trouvent : injustice sociale, inégalités, discriminations, racisme, paix, vivre ensemble, démocratie, liberté, émancipation, lutte des classes, rassemblement. Ils disent : tout cela demeure valable. Mais, est-ce que désormais, tout cela est crédible, majoritaire, atteignable ? Ils veulent honnêtement tout interroger à l'aune du réel. L'honnêteté, oui. C'est aussi un trait de leur raison d'être. Et ils se demandent si tous « *y croient encore* », si « *la lutte des classes au parti aussi n'a pas laissé place, pour certains, à la lutte des places* ». Cette expression de méfiance, cette défiance même, envers les directions, est douloureuse. C'est ce qui explique leur demande de renouvellement, de jeunes. Ils ne veulent plus, pas, être manipulés, et ils sentent confusément qu'on veut le faire en ce moment. En fait, ils ne veulent pas être flattés. Ils veulent être aimés et aimer en retour. Être donc écoutés, pris au sérieux. Ils ne veulent plus de « *bla bla bla* ». Ils en sont fatigués.

« *Heureusement, il y a Macron* », et sa politique, qui les fait descendre dans la rue avec les syndicats, les associations du logement, de l'école, pour défendre une poste ici ou une gare ailleurs... Ce qui pose la question centrale du rapport au mouvement social. Ni un mouvement soumis aux partis, ni des partis avant-garde (« mais pourquoi ce paradoxe puisque ça marche avec Macron et Mélenchon l'avant-garde ! »). Donc un parti, oui, comment ? Quelle articulation entre les deux, quels dialogues, quelle prise en compte du mouvement jusque dans les propositions politiques ?

Tout cela parce que les communistes veulent ouvrir les chemins de la réussite avec eux, ceux de l'espoir. Et dans la proximité. À ce stade, le dernier Conseil national et ses propositions, aussi justes soient-elles, risquent de rester lettre morte si la liberté/la créativité de faire, en fonction de chaque situation concrète, n'est pas clairement impulsée. Et si ce n'est pas la somme des expériences, qui sert au pot commun (j'avais tapé le port commun, pourquoi pas ?)

En fait, ils veulent faire de la politique, avec des gens qui disent qu'ils « *n'en font pas* » et sont 10 millions à regarder Macron !. Ils veulent encore y croire, malgré les déceptions : « *j'étais venu au parti après un long flirt comme avec une jeune fille. Et je me suis marié et, depuis les législatives, quelque chose s'est brisé... Rien ne nous stimule, car en fait, ici aussi, rien ne nous appartient* », témoigne un nouvel adhérent.

Voilà, me semble-t-il, où en sont les communistes. Je pourrais ajouter qu'ils sont inquiets pour le devenir de la gauche, face à la division syndicale, alors qu'il y a besoin d'union pour gagner, face à la rapidité des mauvais coups de Macron et leur ampleur, sur les difficultés concrètes du quotidien et comment les atténuer, sur toutes les violences au propre et au figuré, sur le « burn out », sur les suicides... bref, tout ce qui fait que ça va mal, et tout ce qui donne envie de se battre pour le droit au bonheur.

J'aurais pu montrer aussi, ce qui fait que rien ne leur semble perdu, parce qu'il existe encore de la solidarité et des demandes fortes de changement, parce que ça fait du bien de voir le film « *Le jeune Marx* ». Cela, pour dire que les communistes ont envie de se battre. Pour quelque chose, et pas contre, pas en étant sans cesse le dos au mur à défendre des « acquis ». Ils veulent, oui, aller à la conquête du bonheur et, pour cela, être offensifs. Ils demandent qu'on leur fasse confiance en actes.

Ils veulent du communisme en acte. Ce qui renvoie au communisme politique.

Un communisme de l'être, un communisme du faire. Un processus, pas une visée, des actes concrets tout de suite, pas un idéal seulement.

Autrement dit, il s'agit de faire, au quotidien, vivre des initiatives qui permettent de nouvelles avancées pour la transformation sociale.

Nous savons tous que le plus beau programme, le plus beau projet, est inaudible, s'il n'est pas, dès le départ, conçu à parti des problèmes réels dans une situation qui, non seulement évolue, mais est totalement bouleversée. Donc, dans la mise en acte de la prise en compte du mouvement du réel pour le transformer.

Il s'agit d'obtenir, à chaque moment, des avancées significatives portées par la majorité. Cela exige une bataille au corps à corps, un dialogue permanent, un échange construit avec chacun pour « faire collectif » et avancer ensemble.

Les appels aussi justes soient-ils « *à construire notre propre révolution politique et construire un nouveau modèle d'organisation communiste capable d'engager le combat politique pour la transformation sociale dans les réalités d'aujourd'hui* » de Pierre Laurent, risquent bien d'être lettre

morte. Que signifient ces mots pour la plupart des communistes et des gens. Les uns et les autres ne veulent pas recevoir la douche, ils veulent ouvrir le robinet.

Parler donc du communisme, du communisme politique et non de la visée, de l'idée communiste répond à la situation actuelle.

Parce que, oui, le communisme est un idéal, et indissociablement, une stratégie. Pas une utopie, au sens courant du terme. Dans ce monde nouveau, la lutte des classes est toujours, et peut être plus encore, d'actualité. Il ne faut pas la réduire à la simple opposition « riches/pauvres », « oligarchie/peuple ». Il s'agit de parler d'émancipation, de libération humaine, indispensables pour avancer, donc des transformations sociales et non de simples aménagements, ne pas enfourcher les sirènes du populisme, fut-il de gauche. Oui, il y a des exploités, les contradictions sont là, bien présentes et à l'œuvre, et il existe des forces à mobiliser pour « *renverser la table* », si vous me permettez cette expression triviale, ou monter dessus pour faire référence au « *Cercle des poètes disparus* ».

La bataille est idéologique. Elle est politique entre les forces qui pensent que cette bataille transformatrice est possible, et celles qui pensent que c'est impossible.

Dans la prise en compte du mouvement réel pour le transformer, il y a la participation dans les instances de pouvoirs, l'articulation permanente entre mouvements et partis, le contrôle/intervention populaire.

Le communisme, c'est un processus. Pas d'étape, comme il n'y aura pas de « Grand soir ». Cela veut dire qu'on gagne ce qu'on peut, là où on peut, quand on peut, en fonction du rapport des forces qu'il faut travailler pour qu'il soit majoritaire. Cela veut dire qu'on ne veut pas seulement diriger des mairies, des territoires, des départements et des régions. On veut participer au gouvernement de la France. Nous

n'y parviendrons pas tout seuls, nous le savons. Cela exige de rediscuter rassemblement et alliance.

Et revendiquer le communisme comme étant subversif dans sa volonté et sa capacité de mettre en cause le capitalisme. Avec un appel constant à l'intervention populaire pour qu'elle « *prenne le pouvoir à la bourgeoisie* ». Cela fait vieille expression, mais le jeune Macron, de qui est-il l'incarnation, si ce n'est de la grande bourgeoisie ? Et, avec lui, le populisme de gauche met en œuvre un terrible et dangereux jeu de rôle. Un jeu de rôle qui se traduit par l'effacement des forces de progrès et, en premier lieu, de la plus subversive et conséquente, le communisme politique, ses propositions, ses possibles.

À ce stade, il faut reparler de la capacité d'anticipation indispensable pour un parti politique. Ce qui fait défaut terriblement, parce que la politique, le communisme comme stratégie politique, a dans l'obligation d'anticiper les stratégies en œuvre, comprendre les coups de l'adversaire, de prévoir les ripostes pour réussir les rassemblements efficaces.

Il y a eu dans le livre « *Communisme la mutation* », un essai de redéfinition du communisme politique qui demeure pertinent : « [...] *car le besoin demeure de ce qui fait sa raison d'être : contestation radicale du capitalisme ; opposition résolue aux politiques visant à préserver sa domination, action pour la suppression de cette domination, dans un mouvement de notre peuple décidant et impulsant la construction d'une société où l'être humain et son bonheur sont le but de toute chose [...] une société conçue, selon la belle expression de Marx, comme une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ».

Il faut dire aussi, qu'Anicet Le Pors en 2008, expliquait que le communisme est « *le mot à ne pas abandonner* », Alain

Badiou, dans « *L'hypothèse communiste* », le dit à sa façon :
« *le capitalisme et sa démocratie de surface, c'est ce qui est vieux (et d'ailleurs on la voit bien en crise), c'est ce qui est condamné parce que c'est le renoncement à penser, le renoncement à agir. C'est l'hypothèse communiste qui est nouvelle et légitime* ».

Il reste donc à lever l'hypothèse et à penser le communisme au présent.

Fabienne Pourre